



**CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R24-2026-165

PUBLIÉ LE 30 JUIN 2026

Sommaire

DRAAF Centre-Val de Loire / Service régional de l'économie agricole rurale

R24-2026-06-22-00004 - DINA CUMA 2026 AAP arrêté signé 260622 (4 pages)

Page 3

EMIZ - cellule permanente zonale de coordination routière /

R24-2026-06-29-00007 - intérim PZ (2 pages)

Page 8

DRAAF Centre-Val de Loire

R24-2026-06-22-00004

DINA CUMA 2026 AAP arrete signé 260622

Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL RELATIF AU DISPOSITIF NATIONAL D'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS ET INITIATIVES (DiNA) DES COOPÉRATIVES D'UTILISATION EN COMMUN DE MATÉRIEL AGRICOLE (CUMA) POUR L'ANNÉE 2026

Le préfet de la région Centre-Val de Loire
Chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur

Vu le règlement (UE) 2023 / 2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment le titre deuxième sur les sociétés coopératives agricoles ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2015 relatif au dispositif d'accompagnement (DiNA) des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA), modifié par l'arrêté du 13 janvier 2016 et par l'arrêté du 3 mars 2023 ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu l'instruction technique DGPE/SDC/2024-47 du 22 avril 2024 relative au dispositif d'accompagnement (DiNA) des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA) ;

Vu la convention du 11 juin 2026 entre la DRAAF de la région Centre-Val de Loire et la fédération régionale des CUMA de la région Centre-Val de Loire pour l'agrément pour le conseil stratégique sur le territoire régional dans le cadre du dispositif DiNA CUMA ;

SUR proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{ER} : APPEL À PROJETS

Un appel à projets (AAP) est ouvert en région Centre-Val de Loire pour l'année 2026 en application de l'article 2 de l'arrêté du 13 janvier 2016 modifié susvisé relatif aux aides aux investissements immatériels (conseil stratégique) du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives (DiNA) des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA).

Cet appel à projets vise à soutenir la réalisation d'un conseil stratégique intégrant un plan d'actions destiné à améliorer les performances à la fois économique, environnementale et sociale de la CUMA concernée. Le conseil stratégique est réalisé par un organisme agréé.

ARTICLE 2 : ORGANISME DE CONSEIL AGRÉÉ

Les prestations de conseil sont effectuées par les organismes de conseil agréés au moment de la décision d'aide.

A la date de publication du présent arrêté, l'organisme de conseil agréé sur l'ensemble de la région Centre-Val de Loire est la FRCUMA Centre-Val de Loire qui, avec ses co-contractants (les fédérations

départementales des CUMA de l'Indre et du Loiret), est agréée par la convention du 11 juin 2026 susvisée.

Le coût défini dans la convention d'agrément est un coût forfaitaire de **600€ HT/jour**.

ARTICLE 3 : BÉNÉFICIAIRES ÉLIGIBLES

L'aide est attribuée par le préfet de département, dans le cadre du présent appel à projet, aux CUMA ayant leur siège social en région Centre-Val de Loire, pouvant fournir un justificatif attestant de leur agrément et à jour du paiement de leurs cotisations auprès du Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA).

Les aides sont octroyées au titre du régime de *minimis* général.

Les entreprises concernées par une procédure de liquidation judiciaire ne sont pas éligibles, de même que les entreprises en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire qui ne disposent pas d'un plan arrêté par le tribunal.

ARTICLE 4 : ÉLIGIBILITÉ DE LA DEMANDE

Le cahier des charges technique du conseil stratégique est détaillé dans la notice explicative figurant à **l'annexe 1** et disponible sur le site internet de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) de la région Centre-Val de Loire :

<http://www.draaf.centre-val-de-loire.agriculture.gouv.fr>

La durée du conseil stratégique est au minimum de 2 jours. Elle peut être adaptée au regard des difficultés techniques des sujets abordés. Elle doit comprendre *a minima* un temps de préparation et de présence au sein de la CUMA.

Dans le cas où un conseil stratégique a été réalisé dans les 3 ans précédant une nouvelle demande formulée dans le cadre du présent appel à projets, un nouveau conseil stratégique ne peut être accordé qu'à la condition que la CUMA ait fait l'évaluation du 1^{er} conseil stratégique et de son plan d'action. Un état des lieux complet n'est pas obligatoire pour le nouveau conseil stratégique. La CUMA doit présenter l'évaluation réalisée, les modifications et changements qu'elle a connus le cas échéant depuis le précédent état des lieux. Elle motivera dans le formulaire de demande d'aide et au regard de ces éléments sa demande de réaliser un nouveau conseil stratégique ainsi que le contenu de celui-ci.

Pour être éligible, le conseil stratégique ne doit pas avoir commencé avant la date de réception de la demande, actée par un accusé de réception du service instructeur délivré selon les modalités de l'article 4 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018.

ARTICLE 5 : DÉPENSES ÉLIGIBLES

Le coût journalier du conseil stratégique est défini dans la convention d'agrément et rappelé à l'article 2.

Ce coût comprend les dépenses éligibles suivantes :

- les dépenses directes de personnel,
- les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement, la location de salle/matériel, les dépenses de fonctionnement internes liées à l'opération,
- les coûts de sous-traitance éventuelle.

ARTICLE 6 : CALCUL DU MONTANT DE L'AIDE

L'aide consiste en une prise en charge partielle du coût du conseil stratégique.

Le taux d'aide est de **90 %** du coût des dépenses éligibles du conseil stratégique telles que définies à l'article 5, sachant que le montant de l'aide est plafonné à **3 000 € par conseil stratégique** et doit s'inscrire dans la limite des plafonds autorisés par le règlement de *minimis* général (soit 300 000 euros sur une période de 3 ans à partir de la date à laquelle l'aide de *minimis* est accordée).

ARTICLE 7 : DÉPÔT DU DOSSIER

La CUMA qui souhaite bénéficier d'une aide au conseil stratégique adresse le formulaire de demande d'aide (**annexe 2**), avec les pièces justificatives dont les **annexes 2bis et 2ter**, à la direction départementale des territoires (DDT) de son siège social **au plus tard le 30 septembre 2026** (le cachet de la poste faisant foi). **Les dossiers arrivés au-delà de cette date ne seront ni recevables ni éligibles.**

Le formulaire de demande d'aide (**annexe 2**) et le formulaire de *minimis* (**annexes 2bis et 2 ter**) sont disponibles sur le site internet de la DRAAF :

<http://www.draaf.centre-val-de-loire.agriculture.gouv.fr>

ARTICLE 8 : INSTRUCTION ET SÉLECTION DES DOSSIERS

L'instruction des dossiers s'effectue au regard des critères d'éligibilité, de la grille de priorisation (**annexe 3**), des disponibilités financières et dans le respect des plafonds individuels des règles des aides de *minimis*.

La grille définit un seuil minimal de 15 points en deçà duquel le conseil stratégique n'est pas éligible.

En cas de disponibilité financière insuffisante, la sélection des dossiers est effectuée selon la grille de priorisation, un nombre de points est attribué à chaque critère, pour répondre notamment aux priorités nationales suivantes :

- Favoriser la performance environnementale des CUMA,
- Favoriser le renouvellement des générations et la participation des nouveaux installés dans les CUMA,
- Renforcer la structuration collective des CUMA,
- Favoriser la modernisation et la transition numérique des exploitations agricoles.

Les dossiers sont effectivement retenus pour un financement selon la note obtenue, de la plus élevée à la plus faible. La DRAAF établit à ce titre un procès-verbal de sélection des demandes d'aide.

ARTICLE 9 : DÉCISION D'OCTROI DE L'AIDE

Sur la base du procès-verbal de sélection des demandes d'aide établi par la DRAAF, le préfet de département du siège de la CUMA alloue, par arrêté, l'aide au conseil stratégique pour chacun des dossiers retenus.

ARTICLE 10 : ENGAGEMENT DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à **diffuser le contenu du conseil stratégique** (projet et/ou bilan) aux adhérents de la CUMA avant de présenter la demande de paiement selon le modèle de **l'annexe 6**. Cette diffusion peut être faite lors de l'assemblée générale de la CUMA, à l'occasion d'une réunion spécifique à ce sujet ou par une communication numérique.

ARTICLE 11 : PAIEMENT DES DOSSIERS

Les demandes de paiement (**annexe 4**) des dossiers retenus sont à déposer par les CUMA bénéficiaires auprès des DDT correspondant à la localisation de leur siège social, **dans un délai de 15 mois** à compter de la date de la décision attributive de l'aide définie par la convention établie par la DDT. **Les dossiers arrivés au-delà de cette date ne seront ni recevables ni éligibles.**

La demande de paiement doit notamment présenter :

- la facture de l'organisme de conseil reçue et acquittée par la CUMA,
- le rapport du conseil stratégique **complet** avec son plan d'action,
- la fiche de synthèse du conseil stratégique selon le modèle présenté à **l'annexe 5**,
- un justificatif de diffusion du conseil stratégique aux adhérents ciblés par le conseil stratégique de la CUMA bénéficiaire (PV de l'AG de la CUMA, attestation d'adoption des résultats décrite à **l'annexe 6** lors d'une réunion spécifique de diffusion du contenu du conseil stratégique, justificatif de diffusion par voie numérique).

Le formulaire de demande de paiement (**annexe 4**) et les fiches de synthèse et d'attestation d'adoption

des résultats (**annexes 5 et 6**) sont disponibles sur le site internet de la DRAAF :

<http://www.draaf.centre-val-de-loire.agriculture.gouv.fr>

ARTICLE 12 : CONTRÔLES ET REMBOURSEMENT DE L'AIDE INDÛMENT PERÇUE

En cas d'irrégularité par le bénéficiaire du respect des conditions d'octroi de l'aide, notamment en cas de dépassement du plafond d'aides *de minimis* et sans préjuger d'éventuelles suites pénales, il sera demandé au bénéficiaire le reversement de la totalité de l'aide attribuée.

ARTICLE 13 : ENVELOPPE BUDGÉTAIRE

Les aides sont imputées sur la dotation régionale du BOP 149-23-05 du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

ARTICLE 14 : EXÉCUTION

Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Centre-Val de Loire, les préfets de département et la déléguée régionale de l'agence de services et de paiement (ASP) sont chargés, chacun en ce qui le (la) concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 22 juin 2026
Le préfet de la Région Centre-Val de Loire
Signé : Hugues MOUTOUH

Arrêté n° 26.215 enregistré le 06 juin 2026

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **M. le Préfet de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;
- un **recours contentieux**, en saisissant le **tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

EMIZ - cellule permanente zonale de
coordination routière

R24-2026-06-29-00007

intérim PZ



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

**confiant l'intérim du préfet de zone de défense et de sécurité Ouest à
Madame Aurore LE BONNEC, préfète déléguée pour la défense et la sécurité de la zone
Ouest
du mercredi 1^{er} juillet à 0h00 au lundi 13 juillet 8h00**

**PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

VU le code de la défense, notamment son article R 1311-23 ;

VU le décret n ° 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité ;

VU le décret n°2010-225 du 4 mars 2010 portant modifications de certaines dispositions du code de la défense relatives aux préfets délégués pour la défense et la sécurité, aux états-majors interministériels de zone de défense et de sécurité, aux délégués et correspondants de zone de défense et de sécurité et à l'outre-mer ainsi que certaines dispositions du code de la santé publique ;

VU le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU le décret du 24 juin 2026 portant cessation des fonctions de monsieur Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU le décret du 24 juin 2026 portant nomination de madame Emmanuelle DUBÉE, préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

VU le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de madame Aurore LE BONNEC préfète déléguée pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Considérant la cessation des fonctions de monsieur Franck ROBINE à compter du mardi 30 juin 2026 à 23h59, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Préfecture d'Ille-et-Vilaine
81 boulevard d'Armorique – 35 026 Rennes Cedex 9
www.ille-et-vilaine.gouv.fr

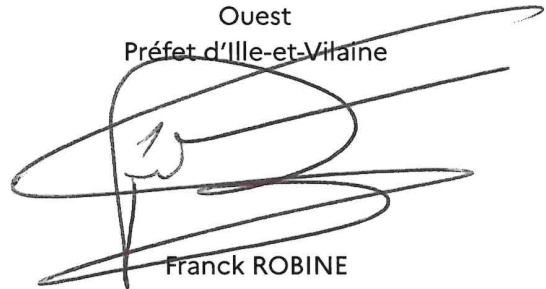
Considérant l'installation administrative à compter du 13 juillet 2026 de madame Emmanuelle DUBÉE, préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1 : L'intérim du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine est assurée madame Aurore LE BONNEC, préfète déléguée pour la défense et la sécurité de la zone Ouest du mercredi 1er juillet à 0h00 au lundi 13 juillet à 8h00 ;

Article 2 : La préfète déléguée à la défense et à la sécurité Ouest est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché inséré au recueil des actes administratifs des quatre régions de la zone de défense et de sécurité Ouest.

Fait à Rennes, le 29 juin 2026
Le Préfet de la région Bretagne
Préfet de la zone de défense et de sécurité
Ouest
Préfet d'Ille-et-Vilaine



Franck ROBINE